

MUNICIPALES 2020 : IL FAUT UNE LISTE POUR DEFENDRE LES INTERETS DE LA POPULATION !

Depuis le 5 décembre, grèves et manifestations témoignent de la volonté des travailleurs de ce pays d'obtenir le **retrait du projet de loi de la retraite par points**. Il est impossible d'occulter cette question à l'occasion des municipales.

Nous, pour notre part, déclarons que ce projet de loi doit être retiré.

Nous, pour notre part, déclarons qu'une municipalité, attachée à la défense des droits des travailleurs et de la jeunesse, doit soutenir la revendication des grévistes et des manifestants : **retrait du projet de loi de la retraite par points**.

La question d'une municipalité qui défende les droits des travailleurs et des jeunes et protège la population des attaques du gouvernement est une question centrale.

A Rennes, comme partout en France, les droits ouvriers et démocratiques reculent de façon dramatique sous les coups de boutoir du gouvernement Macron qui poursuit en les aggravant les basses œuvres des gouvernements précédents.

Disons le tout de suite, la municipalité d'union de la gauche conduite par Mme Appéré a tourné le dos à cette exigence, relayant systématiquement et souvent avec zèle la politique des gouvernements Hollande puis Macron.

Cela est vrai pour la fermeture des services publics, bureaux de postes, écoles, (silence aussi sur la fermeture par le Conseil départemental d'un site du collège de Villejean), fermetures de lits dans les hôpitaux...

Cela est vrai pour l'emploi ou la maire s'est systématiquement rangée du côté des employeurs, accompagnant les suppressions massives d'emplois (PSA par exemple) ou les fermetures de sites (Gomma)...

Cela est vrai lorsqu'elle refuse son soutien aux postiers en grève à Crimée, au Gast et à Colombier pendant 4 mois !

Cela est vrai lorsqu'elle refuse de prendre en compte les revendications légitimes des personnels communaux.

Cela est vrai pour les libertés démocratiques en particulier le droit de manifester où la maire a cautionné la politique répressive du préfet.

Cela est vrai pour le logement HLM, puisqu'à chaque fois les destructions de logements HLM se traduisent par des augmentations de loyers dans les logements reconstruits que les locataires d'origine ne peuvent plus louer. (Cleunay, rue Papu)

Cela est vrai pour la privatisation des services municipaux au profit de multinationales (Keolis, Suez, Véolia...)

Cela est enfin vrai dans le renoncement à défendre la démocratie communale en se soumettant à la tutelle du préfet sur le budget de la commune, en faisant supporter à la population par les hausses de tarifs en tout genre et des impôts locaux toujours plus lourds, les baisses de dotation de l'état.

Alors oui il faut l'union, mais pour en finir avec cette politique !

IL FAUT L'UNION CONTRE LA FERMETURE DE L'HOPITAL SUD.

Comment se dire défenseur du service public et accepter un plan qui va se traduire par la fermeture d'un hôpital qui fonctionne bien et est accessible à la population ?

Comment accepter un plan qui prévoit la fermeture de 400 lits dans le futur CHU ?

L'unité la plus large doit se réaliser contre la fermeture, c'est le mandat que nous prenons.

IL FAUT L'UNION POUR UNE MUNICIPALITE AU SERVICE DE LA POPULATION.

- **Qui s'oppose** aux côtés des salariés et de leurs syndicats aux fermetures de services publics,
- **Qui déclare** la guerre à la misère et la précarité, la guerre aux expulsions aux coupures de courant,
- **Qui organise** la baisse des loyers du parc HLM et non pas leur uniformisation qui signifie une augmentation des loyers les plus bas,
- **Qui construit** des logements HLM et non pas des logements sociaux dont les loyers sont les mêmes que dans le secteur privé,
- **Qui enrayer** la spéculation immobilière qui chasse la population dans la périphérie,
- **Qui municipalise** tous les services concédés au privé,
- **Qui baisse** les tarifs des crèches, des cantines, des équipements de loisirs...
- **Qui s'engage** à maintenir toutes les écoles publiques existantes,
- **Qui s'engage** à obtenir de nouvelles écoles publiques, notamment dans le Blosne, à Maurepas et Villejean,
- **Qui s'engage** à obtenir le retour à la semaine scolaire à 4 jours pour les écoles publiques,
- **Qui prend** la défense du collège de Villejean avec le maintien des deux sites,
- **Qui mène** le combat pour la réouverture de bureaux de poste,
- **Qui lutte** contre la privatisation des services publics.

IL FAUT L'UNION SUR UN MANDAT CLAIR, COURT ET COMPREHENSIBLE PAR TOUTES et TOUS !

Nous en avons dressé les grandes lignes ci-dessus. La discussion est ouverte pour que ce mandat soit écrit collectivement. La bataille pour une liste d'unité, large est engagée. Réunissons nous, organisons nous.

Nom	Prénom	Adresse / mail / téléphone	Je soutiens	Accord pour être sur la liste

Rennes, le 23/01/2020. Pour tout contact : 0672843498